Petite et grande fabrique d'images de la ville. Co-production des valeurs dans les projets urbains et gouvernance démocratique des imaginaires.

Hélène Bailleul

Dans cet article, nous partons du constat que « la fabrique de la ville », entendue comme le processus par lequel est visée la transformation intentionnelle des espaces, est une situation propice à l'analyse de la gouvernance des imaginaires urbains. Le projet, figure imposée de l'action publique urbaine[1] est en effet le lieu privilégié d'une fabrique symbolique de la ville, puisqu'il s'agit pour les acteurs mobilisés dans cette action collective d'assigner une signification et un destin à un espace encore virtuel. La production d'images de l'espace en projet est l'outil privilégié de cette fabrique imaginaire, permettant de créer des supports efficaces pour transmettre et médiatiser l'imagination créatrice des concepteurs. Cependant la production des images se déroule dans un contexte de concertation et de participation des habitants au projet, qui vient ajouter un niveau de complexité à cette fabrique de l'imaginaire. En effet nous verrons dans cet article que la fabrique des images se réalise dans un contexte multiactoriel qui sous-entend une gouvernance particulière. C'est en ce sens que le projet urbain est une situation propice à l'analyse de la gouvernance des imaginaires urbains, négociés et partagés entre des acteurs à la plus ou moins grande légitimité.

Nous empruntons le terme de « fabrique » à la recherche de Laurent Devisme sur la fabrique urbaine de l'ile de Nantes[2]. Derrière cette désignation de « petite et grande fabrique urbaine » les auteurs révèlent une mise en tension permanente, dans la *praxis* aménagiste, de l'intention, référant au domaine de la volonté et de la rationalité, et du bricolage, renvoyant à l'adaptation permanente et à l'incertitude. De notre côté, la « petite et la grande fabrique des images de la ville » est aussi une manière de révéler la pluralité des rationalités en présence dans la représentation de la ville en projet. Mais nous ajoutons dans cet emploi l'idée d'une fabrique légitime, celle opérée par les acteurs de l'aménagement et de la communication territoriale, renvoyant à la grande fabrique ; et d'une fabrique du quotidien, issue de ce que les urbanistes appellent la maîtrise d'usage, et renvoyant au rapport sensible des habitants à leur espace de vie. La médiation entre petite et grande fabrique d'images est l'un des nouveaux enjeux de la gouvernance des projets contemporains.

[1] Gilles Pinson, « Le projet urbain comme instrument d'action publique urbaine », in Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès (s.l.d.), *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Science Po, 2005, pp. 199-233

[2] Laurent Devisme (s.l.d.), *Nantes : petite et grande fabrique urbaine*, Marseille, Parenthèses, 2009.

Imaginaire territorial et évolution de la ville

Depuis les années 1970, la géographie s'est emparée de la question de l'imaginaire par le truchement de chercheurs inspirés par la philosophie bachelardienne, qui ont étudié le lien entre imaginaire et réalité spatiale, définissant l'imaginaire géographique comme contrepoint de la réalité[3]. L'imaginaire dans le projet de la géographie est considéré comme une faculté humaine qui conduit à construire le monde à partir d'éléments mis en relation par des récits et des images produites et à produire[4]. Aussi, la géographie de l'imaginaire s'attache-t-elle à décrire la construction de l'imaginaire spatial, s'intéressant en priorité à la dimension symbolique des pratiques spatiales, plus qu'à leur répartition dans l'espace. En effet, l'imaginaire pousse à s'absenter de la réalité, à construire un sens différent, à entrer en relation avec l'espace, à définir et redéfinir le monde et la société. C'est pourquoi la dimension cognitive et affective du rapport des individus à l'espace est considérée comme une donnée qui influe sur les pratiques et comportements spatiaux. L'imaginaire spatial a été étudié au départ à travers les éléments de sens que les individus construisent dans le quotidien de leurs pratiques des espaces urbains[5]. La construction d'images mentales et la production de représentations de l'espace deviennent ainsi un sujet d'analyse pour le géographe, en sus de l'analyse de la réalité spatiale et de la matérialité des territoires.

> « Quand les géographes se penchent sur la nature de la relation que les hommes établissent avec l'espace, ils peuvent en étudier les configurations spatiales et les échanges matériels […] mais ils peuvent aussi émettre des hypothèses sur les modalités selon lesquelles les individus conçoivent leur environnement, l'habitent et agissent sur lui. Dès lors la connaissance géographique passe par une analyse des connaissances, des manières de penser, des motivations de ces individus [6]».

L'imaginaire géographique est alors étudié à différentes échelles : celle de l'appartenance au monde[7], celle de l'appartenance au lieu, qui est notamment développée par la micro-géographie et la géographie du vécu[8]. À la suite de ces premières recherches, inspirées de la phénoménologie et de la psychologie, les géographes ont rapidement recentré

[3] Bernard Debarbieux, « Imaginaire géographique », in Jacques Lévy et Michel Lussault (s.l.d.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, pp. 489-491.
[4] Gilbert Durand, *L'imaginaire. Essai sur les sciences et la philosophie de* l'image, Paris, Hatier, 1994.
[5] Antoine Bailly, *La perception de l'espace urbain*, Paris, CRU, 1977.
[6] Bernard Debarbieux, « Imaginaire géographique », *op. cit.*, p. 490.
[7] Eric Dardel, *L'homme et la terre*, Paris, Editions du CTHS, 1990.
[8] Armand Frémont, *La région espace vécu*, Paris, PUF, 1976.

leur approche pour travailler sur la dimension sociale de l'imaginaire. Pour coller à l'objet privilégié de leur discipline, à savoir le territoire, la notion d'« imaginaire social » a été privilégiée, car elle permet d'embrasser la dimension collective du rapport au territoire, en faisant l'hypothèse d'une formulation collective et partagée des significations territoriales. Ainsi de nombreux travaux s'attachent à décrire les représentations sociales d'un territoire, ces éléments de sens partagés par un groupe social, mais également l'instrumentalisation de l'identité territoriale[9]. L'imaginaire social devient un élément constitutif du territoire : « le territoire est un jeu de relation qui s'exprime par l'organisation des pouvoirs, par le développement de sentiments d'appartenance, d'appropriations, de représentations et d'imaginaires [10]».

Cette dimension collective de l'imaginaire territorial est au cœur de l'usage qui en est fait aujourd'hui dans les projets d'aménagement. En effet la créativité du territoire – qui peut se traduire par l'énonciation d'un projet collectif pour la ville – se cristallise autour d'une vision à laquelle chaque acteur (habitant, entreprise, politique, etc.) s'identifie. « Faire la cité » consiste aujourd'hui à élaborer un projet commun dans lequel chacun pourra se reconnaître et s'identifier. L'imaginaire territorial, puisqu'il est un construit social[11] peut varier, être renouvelé et formulé différemment au fur et à mesure du temps. Les acteurs politiques des villes cherchent d'ailleurs, dans le contexte d'une compétition territoriale accrue, à démarquer leur territoire des autres en travaillant notamment sur l'image qu'il véhicule. Les politiques de transformation de la ville contribuent ainsi à écrire l'identité du territoire et son évolution : « Il existe un registre identitaire de l'action urbaine dont le rôle serait de pallier la perte de signification de la ville, et par la suite d'ordonner un monde cohérent de sens, susceptible […] de permettre la structuration d'une société locale harmonieuse [12]». L'énonciation d'une identité urbaine particulière, fondée sur des éléments symboliques forts, des images partagées, est le moyen qu'a le projet urbain de formuler un imaginaire nouveau. Cependant, il ne faut pas conclure de ce lien entre identité et imaginaire territorial une caractéristique figée de cet imaginaire. L'identité spatiale a été en effet décrite comme un construit[13].

[9] Yves Guermond, « L'identité territoriale : l'ambiguïté d'un concept géographique », *Espace géographique*, 2006, n°35, p. 291-297.
[10] Marcel Roncayolo, *De la ville et du citadin*, Marseille, Parenthèses, 2003, p.6 .
[11] Cornélius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Le Seuil, 1975.
[12] Michel Lussault, « Des récits et des lieux : le registre identitaire dans l'action urbaine », *Annales de la géographie*, 1997, n°597, p. 523.
[13] Guy Di Méo, « Identités et territoire : des rapports accentués en milieu urbain ? », *Métropoles*, 2007, n°1, Consulté le 08.05.2015, http://metropoles.revues.org/document80.html

C'est pourquoi l'espace ne peut être considéré comme un simple réceptacle de la construction de sens, mais bien plutôt comme un système au fonctionnement complexe, dont le potentiel de signification sera variable selon les individus, selon les phénomènes sociaux qui s'y inscrivent à un moment donné. La dynamique de l'espace urbain, portée par le projet urbain, agit ainsi comme une mise à l'épreuve du rapport des individus à l'espace, et peut conduire à une modification des pratiques, à une réévaluation de la signification du lieu[14]. L'avènement de changements annoncés dans l'espace urbain, tels que ceux, souvent radicaux, qui interviennent à l'occasion de projets, constitue pour les acteurs territoriaux une épreuve qui les conduit à réévaluer leur rapport à l'espace et qui peuvent donc renseigner le chercheur sur la dynamique de l'imaginaire territorial. Le projet est une situation où se met en place un contexte propice à la réflexivité des individus par rapport à l'espace, ses symboles, ses significations. L'imaginaire n'est donc pas un acquis figé, mais bien un construit que la transformation de l'espace modifie nécessairement. Il convient dès lors de décrire plus finement le processus par lequel peuvent être énoncés des imaginaires territoriaux nouveaux lors des projets urbains.

Le processus de projet et l'invention de l'espace

L'action publique sur la ville est donc l'un des moments où l'imaginaire est construit ou modifié. La nature de cette action doit être analysée afin de mieux comprendre comment l'évolution de la ville fabrique l'imaginaire urbain. Le projet est selon Gilles Pinson[15] le mode d'action privilégié de l'urbanisme et de la planification territoriale depuis les années 1970. Analysant la manière dont les instruments de l'action publique peuvent nous informer sur la définition et les évolutions des politiques publiques, il considère le projet comme un mode d'action qui s'appuie principalement sur la mise en œuvre d'une rationalité interactionniste. C'est dans l'interaction entre les acteurs du projet que l'espace futur est imaginé et décidé : « dans les démarches de projet, la préparation de l'avenir passe par la mise en place de dispositifs d'échanges et d'interactions dont on attend qu'ils débouchent sur la production de visions [16]». L'espace futur est une vision certes matérielle et spatialisée, mais également symbolique puisqu'elle véhicule l'identité du territoire, fait référence aux valeurs identitaires qui doivent être valorisées. En effet « le projet est conçu comme un instrument de

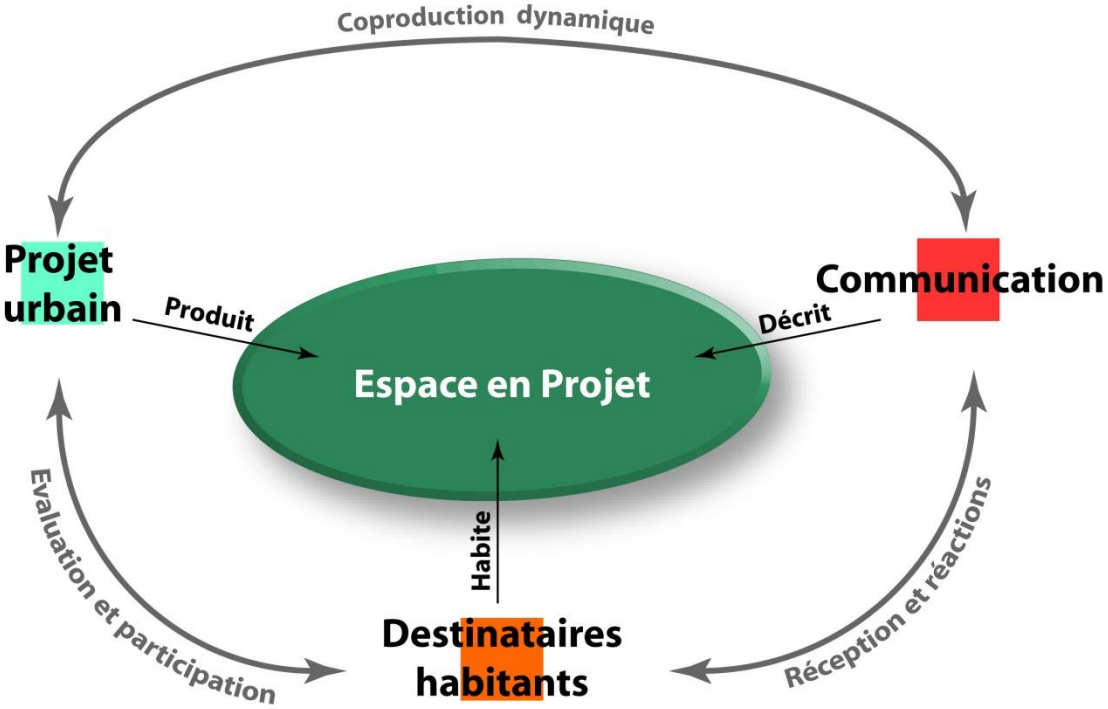
[14] Hélène Bailleul, *Communication et projets urbains. Enjeux et modalités de la communication entre acteurs et habitants* , Thèse de doctorat, Université de Tours, 2009.
[15] Gilles Pinson, « Le projet urbain comme instrument d'action publique urbaine », *op. cit.*
[16] *Id.*, p. 208

mobilisation sociale. Il a aussi pour vocation d'affirmer des identités d'action, de pérenniser des groupes d'acteurs solidarisés par le partage des mêmes objectifs [17]». A partir d'un projet qui se définit par ses interactions et par le partage d'une représentation de l'espace futur, il est alors possible de définir plus spécifiquement les conditions de la fabrique de l'imaginaire, à travers notamment les dispositifs mis en place et une analyse communicationnelle du projet urbain.

La mise en image accompagne la mise en action du projet

Le projet d'aménagement est défini dans notre recherche comme une situation de communication[18] dans le sens où tout projet aujourd'hui mené par une collectivité publique se doit de s'inscrire dans une logique de concertation et de transparence par rapport aux citoyens concernés et impactés. Du point de vue du chercheur et du praticien, le processus de projet est tout aussi important que son résultat matériel. Plusieurs années avant la réalisation des opérations, l'espace en projet est décrit, représenté, incarné et argumenté par les porteurs de projet qui mettent en débat la vision qu'ils ont du territoire. L'espace futur, par essence imaginaire, est au cœur des échanges et du dialogue urbain entre divers intervenants. La situation de communication du projet s'organise ainsi autour de trois types d'acteurs représentés dans le schéma suivant (Fig.1).

[17] Pinson, « Le projet urbain comme instrument d'action publique urbaine », *op. cit.* p. 201
[18] Hélène Bailleul, *Communication et projets urbains. Enjeux et modalités de la communication entre acteurs et habitants, op. cit.*



1.Le projet comme situation de communication[19]

Les acteurs du projet urbain ont en charge de produire l'espace en projet (et donc l'imaginaire territorial), les acteurs de la communication ont comme mission de décrire et de communiquer cet espace en projet auprès de différents publics (entreprises, habitants, touristes, etc.) ; enfin les habitants et destinataires ont un rapport particulier à l'espace sur lequel intervient le projet, puisqu'ils habitent et pratiquent cet espace.

Autour de cet espace résolument imaginaire, se structure la médiation entre les diverses parties prenantes, qui s'appuie au premier chef sur la production d'une représentation partagée de l'espace futur. Cette médiation est éminemment importante puisque c'est elle qui permet « l'alignement cognitif entre les acteurs, la constitution d'un cadre cognitif, de valeurs et de normes partagés [20]». Pour parvenir à un partage de la représentation, la fabrique d'images intervient comme instrument de l'action collective[21]. La production d'images de l'espace en projet qui était jusqu'alors le domaine réservé des concepteurs (cabinets d'architecture) est de plus en plus souvent confiée à des agences de communication maîtrisant des moyens de

[19] Hélène Bailleul, *Communication et projets urbains. Enjeux et modalités de la communication entre acteurs et habitants*, op. cit., p.10.
[20] Pinson, « Le projet urbain comme instrument d'action publique urbaine », op. cit., p. 210.
[21] Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès, « Introduction », in *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005.

diffusion (presse, internet, discours, etc.) et la mise en place d'arènes de débat (réunions, forums, outils numériques).

L'importance donnée à la construction d'une vision partagée induit « une transformation du rôle des outils classiques de la planification et de l'urbanisme, notamment des représentations graphiques [22]». La présence de plus en plus systématique d'acteurs de la communication, mais aussi l'évolution des technologies du projet et de la conception, font apparaître dans les processus de projet de plus en plus d'images et de représentations dynamiques (vidéo de simulation) qui jouent un rôle de support de la fabrique de l'imaginaire[23]. Le plan ou la représentation de l'espace devient un outil de dialogue, un « outil maïeutique de construction de consensus [24] », plus que la sanction graphique de choix politiques. Ces représentations graphiques se multiplient, donnant à voir, rendant palpable et réaliste un rêve de concepteur afin de le transmettre au grand public et d'en faire un objet du débat public.

Une lutte des valeurs ?

Dans cette situation la fabrique des images de l'espace en projet est menée par les acteurs en relation avec les communicants et pour le public ciblé des habitants. Cette mainmise des acteurs publics et privés sur l'énonciation de l'espace en projet pose la question de la représentation des valeurs portées par les habitants dans la fabrique des images. Y a-t-il une petite fabrique des images, dans le sens d'une énonciation créatrice qui pourrait émaner des habitants eux-mêmes ? Comme ont pu le montrer Paran et Sébastien[25], le projet est le lieu d'une négociation entre « acteurs forts », à savoir ceux qui détiennent l'information, le pouvoir de décision et la technique ; et « acteurs faibles », citoyens et destinataires de l'aménagement, souvent considérés comme de simples récepteurs de l'information. En se référant à Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès, on peut également souligner que le pouvoir des acteurs forts est renforcé par leur maîtrise des instruments de la politique (législatifs, économiques, communicationnels) : « un instrument d'action publique constitue un dispositif à la fois technique et social qui organise des rapports sociaux spécifiques entre la puissance publique et ses destinataires en fonction des représentations et des significations dont il est

[22] Pinson, « Le projet urbain comme instrument d'action publique urbaine », *op.cit.*, p.210.
[23] Camille Tiano, *Les fauteurs d'imaginaires : construction d'un imaginaire et jeu d'acteurs dans les opérations de requalification urbaine*, Thèse de doctorat, Université Paris-Est, 2007.
[24] *Id.*
[25] Frédéric Paran et Léa Sébastien, « Acteurs faibles », in ARMINES, *Dictionnaire du développement durable*, Saint-Denis, AFNOR, 2004, p. 2.

porteur [26]». Ainsi l'image ou le corpus d'images formalisé au moment d'un projet, médiatisé par différents supports, peut être considéré comme un instrument, un outil de pouvoir, qui cherche à remporter l'adhésion du public. Même si la volonté des porteurs du projet est de favoriser la mobilisation de tous, les dispositifs qui configurent la situation d'interaction sont porteurs de sens et, dans notre cas, d'un déséquilibre entre ceux qui produisent les images et ceux qui ne sont en capacité que de les commenter. La fabrique des images de l'espace en projet n'est que rarement partagée avec les habitants, alors que ceux-ci sont porteurs d'images et de représentations territoriales. C'est dans ce manque de connexion entre la petite et la grande fabrique des images de l'espace futur que peuvent ainsi émerger des conflits de valeurs qui sont au cœur des revendications habitantes[27]. Cependant, la mise en œuvre de techniques communicationnelles correspond à l'objectif déclaré des acteurs territoriaux de dynamiser les structures démocratiques locales qui sont à l'œuvre dans le projet. Si le projet urbain est un moment privilégié du processus démocratique local, comment alors favoriser la gouvernance des imaginaires autour d'un véritable dialogue urbain ?

Une méthode interactive pour l'imaginaire urbain ?

Nos travaux de recherche sur l'usage des outils numériques dans les projets urbains[28] ont montré que la communication mise en œuvre se limite à un processus de production d'information et de présentation des choix sous une forme valorisante auprès des citoyens à l'occasion de réunions publiques. Or l'injonction à la participation des habitants au projet pose un problème à cette fabrique de la ville car elle constitue un dilemme pour les acteurs des projets que l'on peut formuler, à l'instar de Gilles Pinson, comme un paradoxe entre une logique d'interaction et une logique volontariste : « la notion de projet est donc traversée par une tension forte entre volonté de contrôle et d'affirmation d'un sujet politique, d'une part, et mise en œuvre de modes d'action interactifs, d'autre part [29]».

La gouvernance démocratique des projets urbains nécessite de mettre en place un réel dialogue dans lequel les parties prenantes sont reconnues à égalité. Or la pratique de production des imaginaires urbains, telle qu'elle est aujourd'hui réalisée, rend les valeurs habitantes invisibles. La rationalité interactionniste qui devrait être celle du projet, reste

[26] Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès, « Introduction », *op. cit.*, p. 13.
[27] Benoît Feildel, « Emotions et participation, ou comment la délibération autour des projets d'aménagement participe de la construction du rapport affectif à l'espace », Communication à la journée d'étude sur les effets de la participation, GIS Participation et Démocratie, 201, http://halshs.archives-ouvertes.fr/ETUDES-URBAINES/halshs-00694637
[28] Hélène Bailleul, *Communication et projets urbains. Enjeux et modalités de la communication entre acteurs et habitants*, *op. cit.*
[29] Pinson, « Le projet urbain comme instrument d'action publique urbaine », *op. cit.*, p. 217.

toujours difficile à mettre en œuvre, car se perpétue une lutte des expertises, qui donne la priorité aux dires des experts techniques et politiques. Les formes d'expression de l'imaginaire habitant ont des difficultés à se faire entendre dans les scènes de débat public, étant souvent taxées de sentimentalisme ou encore d'irrationalisme[30].

Cependant, c'est bien sur le terrain de l'imaginaire urbain que se présentent aujourd'hui des opportunités de dépasser la hiérarchie habituelle des expertises du projet urbain. En effet, dans le champ de la symbolique et de l'identité, tout individu, de par sa pratique et son rapport à l'espace, est légitime pour énoncer les sentiments et attaches qu'il a pour son territoire. La compétence des habitants ne réside pas dans leurs connaissances de l'espace, mais bien dans leur capacité à juger d'une proposition spatiale en fonction de l'image qu'elle renvoie du vivre ensemble et du sentiment d'appartenance qu'elle suscite.

Conclusion. Petite et grande fabrique : les conditions d'un dialogue

Les savoirs habitants que nous avons décrit ailleurs[31], résultent plus d'une faculté de jugement de l'espace en projet, de perception du changement, d'anticipation virtuelle des comportements, que d'un savoir organisé autour de données acquises et mises en ordre au cours de la vie, dont l'habitant pourrait argumenter la valeur scientifique. Dès lors, la gouvernance de la fabrique des imaginaires urbains doit avoir pour objet non pas la mise en débat démocratique d'une décision, comme c'est le cas dans la plupart des projets urbains, mais bien l'organisation d'un dialogue urbain permanent, permettant de récolter les savoirs habitants non-rationalisés, non-scientifiques mais qui informent les acteurs du projet sur la portée symbolique de l'espace qu'ils travaillent, sur les réactions émotionnelles que peuvent susciter leurs propositions, ou encore sur les attaches que les habitants ont avec l'espace en cours de transformation[32]. La gouvernance des imaginaires n'est pas une organisation planifiée de la prise de parole (comme peuvent l'être les dispositifs participatifs existant), mais bien une structure qui soutient l'interaction dans la longue durée, considérant que l'imaginaire se construit de manière permanente. Les outils numériques, de par leur caractéristique collaborative, sont aujourd'hui considérés comme une solution efficace en

[30] Benoît Feildel, « Emotions et participation, ou comment la délibération autour des projets d'aménagement participe de la construction du rapport affectif à l'espace », *op. cit.*

[31] Hélène Bailleul, « Savoirs citoyens ou compétences habitantes ? Mise en évidence de la diversité des savoirs mobilisés par les participants aux débats sur les projets urbains », Communication aux *Journées d'études : Savoirs citoyens et démocratie participative dans la question urbaine*, février 2009, Ecole d'architecture Paris-Val de Seine, 2009.

[32] Hélène Bailleul, « Aborder le rapport à l'espace dans sa dynamique : les représentations spatiales de l'habitant à l'épreuve des projets urbains », Communication aux *2èmes journées scientifiques de l'ARPenv*, Université de Nîmes, 2009.

matière de gouvernance démocratique. Nous donnerons un seul exemple de ces usages dans le champ de la gouvernance des imaginaires : le principe des wiki de territoires[33] regroupant les contributions d'habitants. Ce type de support permet une médiation des imaginaires dans le sens où il offre un espace collaboratif d'énonciation du territoire sous différentes formes (récits, poésie, photographie, cartes postales, balades sonores, informations pratiques, etc.). Dans ces initiatives, le numérique est un outil librement utilisé et configuré par les utilisateurs (pas de structuration par l'acteur public, grandes possibilités d'évolution). Lorsqu'on analyse les contenus produits, on remarque que l'imaginaire urbain est bien en fabrication par la coprésence rendue possible entre les citoyens (retraités, jeunes adultes, élèves de collège et d'écoles primaires). Ce type d'outil représente selon nous un moyen de gouvernance des imaginaires qui peut être utile au projet urbain. En effet, grâce aux contributions et à leur géolocalisation, il est possible de mettre à jour les représentations des habitants dans un lieu donné. De même, la dimension multimédia de ces supports numériques permet une création de la part des habitants (enregistrements sonores, vidéo, photographie, cartographie subjective, montage, etc.). Dans un espace donné l'imaginaire n'est plus seulement l'apanage des concepteurs. Nous ne traitons ici que des wikis de territoire, mais d'autres outils numériques sont aujourd'hui utilisés pour permettre une visibilité des imaginaires habitants. En guise de conclusion nous indiquerons qu'à l'heure actuelle, seuls quelques acteurs publics ont fait le pari d'un soutien à ce type d'initiatives (vingt-cinq wikis de territoire sont en activité aujourd'hui en France). Même si ces outils sont la preuve qu'une petite fabrique de l'imaginaire de la ville peut être entreprise collectivement, il reste encore à convaincre les acteurs de la grande fabrique (acteurs politiques, techniques et communicants) de l'intérêt d'aller à la rencontre de ces producteurs d'imaginaire du quotidien.

Bibliographie

Hélène Bailleul, *Communication et projets urbains. Enjeux et modalités de la communication entre acteurs et habitants* (2009a), Thèse de doctorat, Université de Tours, 591 p.

Hélène Bailleul, « Savoirs citoyens ou compétences habitantes ? Mise en évidence de la diversité des savoirs mobilisés par les participants aux débats sur les projets urbains », 2009b, Communication aux *Journées d'études : Savoirs citoyens et démocratie participative dans la question urbaine*, février 2009, Ecole d'architecture Paris-Val de Seine, 6 p.

[33] En guise d'exemple nous citerons le wiki de Rennes qui couvre le territoire de l'agglomération rennaise (www.wiki-rennes.fr) et le wiki du Pays de Brest sur un territoire de 41 communes (www.wiki-brest.net)

Hélène Bailleul, « Aborder le rapport à l'espace dans sa dynamique : les représentations spatiales de l'habitant à l'épreuve des projets urbains » (2009c), Communication aux *2èmes journées scientifiques de l'ARPenv*, Université de Nîmes, 25 p.

Antoine Bailly, *La perception de l'espace urbain* (1977), Paris, CRU, 264 p.

Cornélius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société* (1975), Paris, Le Seuil, 502 p.

Eric Dardel, *L'homme et la terre* (1990), Paris, Editions du CTHS, 199 p.

Bernard Debarbieux, « Imaginaire géographique » (2003), in Jacques Lévy et Michel Lussault (s.l.d.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, pp. 489-491

Laurent Devisme (s.l.d.), *Nantes : petite et grande fabrique urbaine* (2009), Marseille, Parenthèses, 267 p.

Guy Di Méo, « Identités et territoire : des rapports accentués en milieu urbain ? », *Métropoles* [En Ligne], 2007, n°1, Consulté le 8 mai 2015, http://metropoles.revues.org/document80.html

Gilbert Durand, *L'imaginaire. Essai sur les sciences et la philosophie de l'image* (1994), Paris, Hatier, 79 p.

Benoît Feildel, « Emotions et participation, ou comment la délibération autour des projets d'aménagement participe de la construction du rapport affectif à l'espace » (2011), Communication à la journée d'étude sur les effets de la participation, GIS Participation et Démocratie, http://halshs.archives-ouvertes.fr/ETUDES-URBAINES/halshs-00694637

Armand Frémont, *La région espace vécu* (1976), Paris, PUF, 223 p.

Yves Guermond, « L'identité territoriale : l'ambiguïté d'un concept géographique », *Espace géographique*, 2006, n°35, p. 291-297

Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès, « Introduction » (2005), in *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences Po, 370 p.

Michel Lussault, « Fabrique de l'image et projet urbain » (1996), in Jean Paul Charrié (s.l.d.), *Villes en projet(s)*, Talence, MSH Aquitaine, p. 115-127

Michel Lussault, « Des récits et des lieux : le registre identitaire dans l'action urbaine », *Annales de la géographie*, 1997, n°597, p. 522-530

Bruno Marzloff et Hélène Bailleul, « La révolution des outils numériques en urbanisme est-elle pour demain ? », *Cahiers de l'IAU*, 2011, n°158, p. 130-133

Frédéric Paran, « La médiation : une assistance pour une meilleure prise en compte des acteurs de la négociation » (2006), in Didier Graillot et Jean-Philippe Waaub (s.l.d.), *Aide à la décision pour l'aménagement du territoire. Méthodes et outils*, Paris, Lavoisier, p. 243-272

Frédéric Paran et Léa Sébastien, « Acteurs faibles » (2004), in ARMINES, *Dictionnaire du développement durable*, Saint-Denis, AFNOR, p. 2

Gilles Pinson, « Le projet urbain comme instrument d'action publique urbaine » (2005), in Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès (s.l.d.), *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Science Po, pp. 199-233

Marcel Roncayolo, *De la ville et du citadin* (2003), Marseille, Parenthèses, 127 p.

Camille Tiano, *Les fauteurs d'imaginaires : construction d'un imaginaire et jeu d'acteurs dans les opérations de requalification urbaine* (2007), Thèse de doctorat, Université Paris-Est, 417 p.